



**LES CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE**  
*économique et social de la Libre Pensée*

n° 6 - juin 2023

**« Crise financière  
ou crise du Capital ? »**





## SOMMAIRE

- 4 – Éditorial par *Christian Eyschen*
- 9 – La France au fond des yeux  
d'après *Jérôme Fourquet* et *Jean-Laurent Cassely*
- 33 – Krach financier de la Silicon Valley Bank par *Jean-Vincent Boudou*
- 41 – Pour un Comité Citoyen d'action, de réflexion,  
de solidarité d'habitants du Quartiers des Gravieres (78)



## CRISE FINANCIÈRE OU CRISE DU CAPITAL ?

□ Il n'est jamais mauvais de revenir sur ce que l'on a décidé de faire pour examiner le chemin parcouru, même si Confucius a raison : *« l'expérience n'est qu'une lanterne accrochée à son dos et qui n'éclaire que le chemin parcouru »*.

□ Examinons donc ce que nous avons voulu faire en constituant l'Observatoire social de la Libre Pensée, arrivé au Numéro 6 de ses Cahiers :



*« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes. »*

Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du parti communiste*, 1848

*« L'État garantit toujours ce qu'il trouve : aux uns leurs richesses, aux autres la pauvreté ; aux uns la liberté fondée sur la propriété ; aux autres l'esclavage, conséquence fatale de leur misère. »*

Michel Bakounne (*Dieu et l'État*)

□ La question sociale est au cœur de toutes les questions que se pose l'Humanité en lutte pour son émancipation.

– Comment comprendre les sociétés sans examiner la question sociale, puisque celle-ci est le principe autour duquel s'organise toute société ?

– Comment comprendre le religieux, puisque la religion est la réponse au grand mystère de *« l'Ordre social »* (Bonaparte au moment du Concordat de 1801) ? C'est pourquoi toutes les sociétés d'exploitation promeuvent, sous une forme ou une autre, des doctrines sociales des religions, équivalentes à celle de la *Doctrin sociale de l'Église catholique*.

- Comment comprendre les problèmes de la morale, puisque tout « *ordre moral* » vise à maintenir l'ordre social ?
- Comment comprendre l'économie et la finance, puisque la question sociale en est le moteur ? La financiarisation croissante de l'économie au détriment du caractère productif du capitalisme en est une donnée. Ses conséquences sur les populations sont désastreuses.
- Comment comprendre les enjeux des grands bouleversements en cours sans la connaissance la plus précise de l'organisation et des conditions sociales ? Dès octobre 2018, le mouvement des *Gilets jaunes* a révélé une situation largement camouflée où des couches sociales entières du pays ont basculé dans la catégorie de ceux qui ne finissent pas les fins de mois.
- Comment comprendre la nature, puisque la question sociale explique les destructions, les problèmes de l'environnement qui s'inscrivent dans cette problématique ?
- Comment comprendre les révolutions et les contre-révolutions qui sont des réponses à la question sociale ?

\* \* \*

☐ Ce sont toutes ces questions qui amènent la Libre Pensée à constituer en son sein avec des libres penseurs un Observatoire social pour étudier, analyser, contribuer à l'accès à la connaissance des conditions réelles de vie et de travail des producteurs pour comprendre toutes les explications et implications de la question sociale dans la société.

☐ Pour cela, la Libre Pensée entend faire réfléchir ensemble des militants de toutes appartenances : associatives, syndicales, politiques, maçonniques, philosophiques pour confronter leurs points de vue et analyses dans le cadre du respect scrupuleux de leurs appartenances respectives et de leur indépendance respective. La liberté totale de pensée et d'expression seront les garants de la qualité des travaux de l'Observatoire.

☐ Le moins que l'on puisse dire est que nous avons avancé collectivement quelque peu dans cette direction.

☐ Nous avons traité dans notre *Numéro 4* la question du Patronat confronté à la montée en puissance du Capital spéculatif. Notre camarade Jean-Vincent Boudou y revient en analysant la crise de la Banque américaine de Silicon Valley. Son article donne raison à cette étude « *Où va le Patronat ?* ».



❑ Nous rappelions alors: « Comme le rappelle Laurent Mauduit, le PDG des Assurances Générales de France (AGF), Michel Albert prévoyait, à la fin des années 1980, l'affrontement entre les deux capitalismes (production et spéculation) " qui sera plus violent que la Guerre froide ". Deux chapelles, mais une seule Église, celle des profits.

❑ Toutes les mesures d'exonération, les aides à l'emploi, l'arsenal antisocial des gouvernements ne visent pas à «relancer» l'emploi, mais à financer encore plus le Capital. Ces « mesures » sont donc par nature inopérantes, de quelque manière que cela soit, pour trouver du travail aux sans-emplois.

❑ Cela a aussi des résultats désastreux pour la protection sociale collective qui se trouve menacée dans son essence même: – le salaire différé – et pour l'enseignement public. Il ne s'agit plus seulement de défendre l'enseignement contre les menées du patronat, mais la finalité même de l'enseignement et son existence sont menacées, car à quoi sert de former des gens à des techniques et à des outils qui ne produiront jamais rien ou quasiment rien ? »

❑ Il nous a semblé intéressant de publier, en toute indépendance, une étude faite par un Comité Citoyen d'action, de réflexion, de solidarité d'une commune des Yvelines sur l'actuel mouvement social contre la contre-réforme sur les Retraites. Elle donne des éléments intéressants pour la compréhension commune des tâches et des évènements actuels.

❑ De même, nous publions des éléments statistiques intéressants pour cette compréhension d'un ouvrage *La France sous nos yeux*. Comme je l'indique clairement dans la présentation que j'en fais, « ce livre, très journalistico-social à la mode de la pensée unique ne vaut pas grand-chose par lui-même. Mais il donne des indications et des chiffres intéressants que l'on doit connaître. Les indications données que nous reproduisons se suffisent à elles-mêmes. Chacun pourra en faire son miel comme il l'entend. »

❑ La devise de la Libre Pensée pourrait être: « Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir, agir pour changer les choses ».

❑ Avec une bonne lanterne et sous la lumière du phare de la Raison, avançons ensemble sur cette voie pour cet objectif.

**Christian Eyschen**



*La France sous nos yeux* de Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely,  
Éditions Seuil, 648 p., 10,90€



# LA FRANCE SOUS NOS YEUX

de Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely

Ce livre, très journalistico-social à la mode de la pensée unique ne vaut pas grand-chose par lui-même. Mais il donne des indications et des chiffres intéressants que l'on doit connaître. Pour juger des choses, il suffit de dire que les deux références incontournables des deux auteurs sont Stéphane Plaza, l'agent immobilier télévisuel et Michel Houellebecq. Rien que cela suffit à classer l'œuvre.

Les indications données que nous reproduisons se suffisent à elles-mêmes. Chacun pourra en faire son miel comme il l'entend. Les longues citations sont extraites du livre. J'ai trouvé que la publication de ces informations est un excellent support à mon étude sur « Où va le Patronat ? », publié dans un précédent *Cahier de l'Observatoire social de la Libre Pensée*. Elles illustrent bien à mon avis la démonstration que j'ai essayé de faire.

**Christian Eyschen**

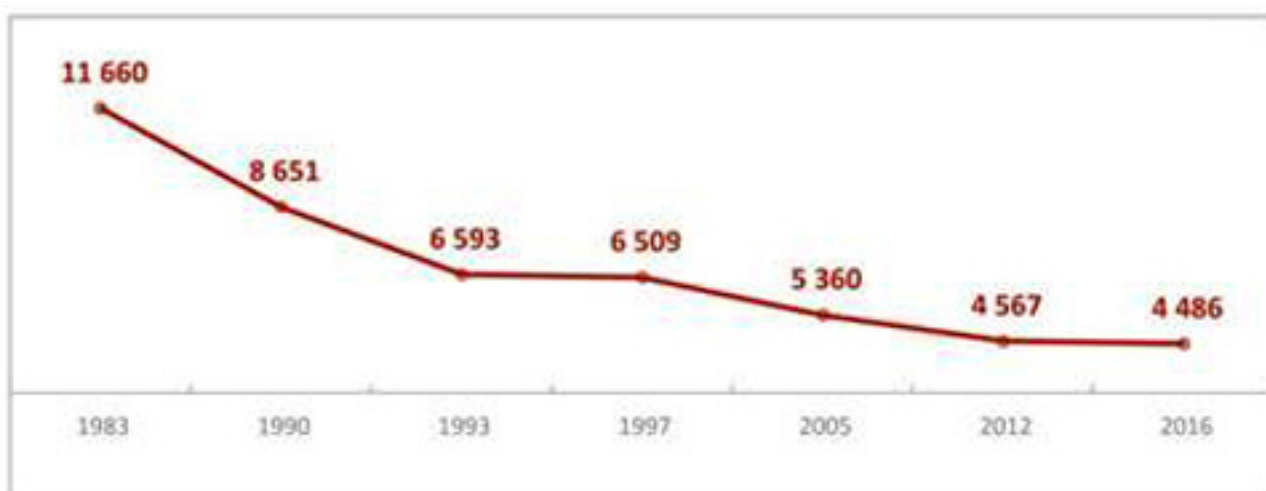


- ❑ La part du secteur industriel dans le PIB était de 24% en 1980, il est tombé à 10% en 2019.
- ❑ Au début des années 2000 (en pleine bulle internet), Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel se déleste de tous ses actifs industriels, qui mobilisait trop de cash pour ses actionnaires, au profit de la « matière grise de la recherche » les fameuses start-up chères à Emmanuel Macron.
- ❑ L'ancien capitalisme de production était organisé selon le tryptique « usine-cité-stade » selon le géographe Arnaud Frémont qui analysait la topographie et constatait qu'avec la désindustrialisation, cela entraîne de profonds changements du paysage qui touchent en profondeur la vie des Français.
- ❑ Dans la classification traditionnelle des activités économiques, le secteur primaire comprend l'agriculture, la pêche et l'extraction minière, ces activités ayant en commun d'exploiter des ressources naturelles ou des matières premières. Le secteur primaire correspond historiquement au stade premier de l'activité économique, le secteur secondaire étant celui de la transformation et de la fabrication. Le secteur tertiaire est, quant à lui, celui du commerce, de l'échange et du transport. Cette segmentation ternaire renvoie donc plus ou moins explicitement au cycle de développement et de

complexification des sociétés. Les économies à dominante agricole sont généralement qualifiées de « *traditionnelles* » ou d'« *archaïques* » et, à l'inverse, l'expression « *pays industrialisés* » était – et est encore – interchangeable avec celle de « *pays développés* ».

En vertu de cette loi du développement économique, le poids du secteur primaire n'a cessé de se contracter en France dans la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle. Pour autant, ces différentes composantes n'avaient pas disparu et marquaient encore de leur empreinte toute une partie du territoire jusqu'au début des années 1990. Mais la période qui court de la fin des années 1980 jusqu'à aujourd'hui a été le théâtre de la liquidation rapide et terminale des derniers pans du secteur primaire : il n'en subsiste aujourd'hui que des éléments parcellaires, dont le poids dans l'activité économique globale du pays est désormais assez marginal.

□ L'extinction définitive des mines et la contraction drastique de la flotte de pêche et des activités extractives ont eu, certes, des conséquences importantes, mais elles ont frappé des régions au périmètre restreint et n'ont concerné, au total, que quelques dizaines de milliers d'emplois.



Évolution de la flotte de pêche française  
(en nombre de bateaux)



□ L'effondrement terminal des effectifs de l'agriculture, composante principale du secteur primaire en France, aura une tout autre ampleur. Bien sûr, la population agricole était déjà engagée dans un processus de contraction tendancielle depuis plusieurs décennies. Mais le phénomène s'est poursuivi de manière implacable tout au long des années 1990 et 2000. Comme le montre le graphique suivant, on comptait encore 1 017 000 agriculteurs en 1988. Douze ans plus tard, ils n'étaient plus que 664 000. Aucune autre profession n'a vu ses effectifs se contracter de manière aussi brutale. C'est ainsi que, de manière silencieuse, les campagnes françaises ont été frappées par le plus grand plan social de la période.

□ Les effectifs globaux du groupe *Intermarché* ont connu une forte croissance, parallèle au développement du nombre de magasins. Ils étaient 50 000 en 1991, 80 000 en 2000, 130 000 en 2009 et 150 000 en 2019. Les concurrents des *Mousquetaires* figurent également parmi les principaux employeurs du pays. Leclerc compte 133 000 salariés, devant Carrefour (105 000), Auchan (74 000) et Système U (70 000). Et comme à Tonnerre, le supermarché est souvent désormais le premier ou le second employeur local dans bon nombre de petites villes. Mais le poids économique déterminant qu'a acquis la grande distribution dans la France d'aujourd'hui ne se lit pas seulement à l'aune du nombre de ses salariés. Les chiffres d'affaires engrangés sont également colossaux : 48 milliards d'euros pour *Leclerc* en 2019 et 38 milliards pour *Carrefour*, par exemple. Pour prendre conscience des masses financières en jeu, on peut comparer ces chiffres avec les budgets des principaux ministères français : l'Éducation nationale (52 milliards) et les Armées (37,5 milliards). On voit ainsi que sur le plan macro-économique, ce secteur joue à l'échelle de l'État et qu'il est devenu incontournable. Il brasse des flux financiers considérables, ce qui lui confère une puissance de feu économique majeure.

□ Jadis, c'est l'implantation des activités industrielles qui organisait ou influençait le développement du tissu urbain. Désormais, l'activité des aires urbaines est structurée en bonne partie par la localisation des enseignes de la grande distribution et des très nombreux commerces gravitant autour d'eux. D'après l'*Institut pour la ville et le commerce*, 70% des dépenses des ménages français s'effectuent dans ces zones commerciales périphériques. À cet écosystème qui n'a cessé de s'étendre (avec en moyenne entre 1,5 million et 4 millions de mètres carrés de surfaces commerciales autorisées chaque année depuis vingt ans) est venu s'ajouter depuis quelques années un nouveau type d'espace commercial : le village de marques.

□ Alors que la géographie de l'industrie avait été déterminée par la présence des matières premières (bassins miniers de charbon et de fer), des cours d'eau et des voies de chemin de fer, les sites retenus par l'entreprise de Jeff Bezos sont tous à proximité d'une autoroute. L'entrepôt de Saran, dans le Loiret, est desservi par l'A 10, celui de Senlis dans l'Oise est en bordure de l'A 1 (et à 15 kilomètres de Roissy), et celui de Montélimar (Drôme) est à

proximité de l'autoroute du Soleil, etc. *Amazon* ayant l'ambition de servir ses millions de clients à J + 1, l'accès à un réseau routier rapide est absolument décisif. La réactivité et la souplesse inhérentes à ce modèle économique plaident en faveur du camion plutôt que du train. La France industrielle était irriguée par le rail, la France d'après l'est par le bitume. Et d'une certaine manière, l'entrepôt comme lieu de transit des marchandises s'est substitué au site de production qu'était l'usine, le couple camion-autoroute étant devenu la ligne de montage et d'assemblage de notre société orientée « consommation ».

□ D'après différentes estimations, les activités d'entreposage, de logistique et de transports de marchandises occuperaient 800 000 salariés travaillant dans les entreprises du secteur, mais près de 1,8 million emplois si l'on prend en compte les personnes qui exercent ce type de métiers dans des entreprises relevant d'autres secteurs d'activité mais disposant de leur propre service de logistique.

Signe d'un changement de paradigme, ce secteur n'a cessé de monter en puissance ces dernières années, quand les activités industrielles se rétractaient inexorablement. Non seulement la consommation, le commerce et le flux ont supplanté la production, mais, autre tendance lourde, la route est désormais préférée au rail. En 1974, le fret ferroviaire représentait 45 % du total des marchandises transportées. Cette part n'était plus que de 20 % en 1995 et elle a ensuite encore chuté de moitié pour atteindre seulement 9 % aujourd'hui. Dans ce contexte, les effectifs dans le ferroviaire diminuent quand ceux du transport routier de marchandises et d'entreposage et de manutention se renforcent depuis quinze ans.

□ Si l'accès à la *cocaïne* s'est fortement « démocratisé », les quantités saisies ayant littéralement explosé en passant de 250 kilos en 1983 à plus de 17 tonnes en 2017, le *cannabis* demeure, et de loin, la drogue la plus consommée en France. Pour ravitailler les 4 000 points de vente qui maillent l'ensemble du territoire national, les



trafiquants de *shit* ont eux aussi constitué des filières très rodées et extrêmement professionnalisées. Elles ont pour but d'acheminer la résine de cannabis et la « *beuh* » (mélange des feuilles, des tiges et des fleurs de cannabis) du principal foyer de production (la région du Rif au Maroc), jusqu'aux multiples lieux de vente en France.



□ À la recherche d'activités économiques susceptibles de suppléer au déclin brutal de l'industrie lorraine, les pouvoirs publics prièrent alors sur la création d'un parc de loisirs. Le *Big Bang Schtroumpf* fut construit sur le site même du laminoir d'Hagondange, les terrains ayant été cédés par le *groupe Sacilor*. Il faut, bien entendu, avoir en tête que si le *Walygator Parc* accueille annuellement 270 000 visiteurs et emploie aujourd'hui environ 350 salariés (dont une bonne partie de saisonniers), 650 postes de travail avaient disparu avec la fermeture du laminoir, l'ensemble du complexe sidérurgique (avec notamment ses hauts fourneaux) employant près de 5 000 personnes à la fin des années 1970.

*Eurodisney* (aujourd'hui *Disneyland Paris*), de son côté, a ouvert ses portes en 1992. Après des débuts difficiles, ce parc d'attractions est devenu une locomotive économique de première importance, *Disneyland Paris* pesant à lui seul pour 7% du chiffre d'affaires de l'ensemble de la filière du tourisme française. Ce gigantesque complexe récréatif s'étend sur 2 230 hectares (soit près de 3 300 terrains de football...). Il compte aujourd'hui 2 parcs à thèmes, 7 hôtels exploités en propre (en plus de 10 hôtels partenaires), ainsi qu'un golf. 16 500 salariés y travaillent, ce qui fait de *Disneyland Paris* le premier employeur monosite de France. Cette main d'œuvre est nécessaire à l'accueil de 13 à 15 millions de visiteurs selon les années, affluence qui confère à *Disneyland* le statut de première destination touristique du continent.

## the **BIG BANG** THEORY



□ Dans la France d'après, le *ZooParc de Beauval* et ses pandas constituent donc une destination touristique plus fréquentée que le château de Chambord tout comme *Disneyland Paris* surclasse nettement le *musée du Louvre* ou le *château de Versailles*. Ces réussites commerciales spectaculaires renseignent à la fois sur le poids croissant des loisirs et du divertissement dans notre société, mais aussi sur l'évolution du substrat culturel. Si le patrimoine historique et la culture traditionnelle font encore recette, la nouvelle *pop culture* (au sens de culture populaire ou majoritaire) emprunte beaucoup de ses références à la culture de masse américaine.

□ D'après une étude menée en 2019, 85% des festivaliers présents aux *Vieilles Charrues* provenaient ainsi de Bretagne ou de Loire-Atlantique. Autre caractéristique : ce public était à 60% féminin. Beaucoup de participants indiquaient avoir fréquenté d'autres festivals au cours de l'été – et *Les Vieilles Charrues* les années précédentes. Si la musique et les concerts constituent la principale motivation de leur venue, les festivaliers mettent par ailleurs en avant l'ambiance et l'état d'esprit qui entourent ces événements. Ils apprécient de se retrouver aussi nombreux et de vivre une expérience humaine et culturelle de ce type.

Dit autrement, ils « *communient* ». Quelques générations plus tôt, la très catholique Bretagne pratiquait de nombreux « *pardons* » (processions religieuses fortement ancrées dans la *culture locale* et *s'accompagnant de festivités, de chants et de danses*) ou accomplissait le *Tro Breiz* (« *tour de Bretagne* » en langue bretonne), ce grand pèlerinage reliant les villes des sept saints fondateurs de la Bretagne (Saint-Malo, Dol-de-Bretagne,





Saint-Brieuc, Tréguier, Saint-Pol-de-Léon, Quimper et Vannes). Dans la Bretagne d'après, la tournée des festivals a pris la suite des *pardons* et du *Tro Breiz* d'antan.

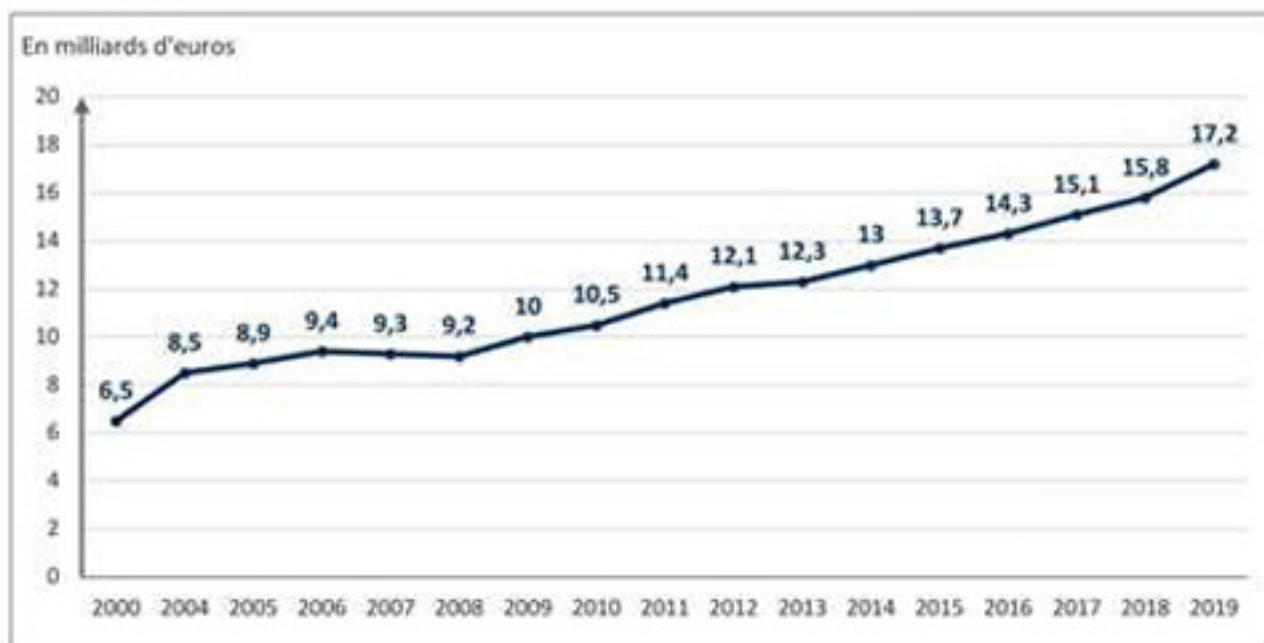


□ Dans l'univers de la consommation, l'apparition puis l'essor du *hard discount* a constitué l'un des symptômes majeurs de cette fragmentation du marché et du décrochage d'une partie de la population vis-à-vis du sacrosaint modèle de l'hyper ou du supermarché traditionnels. Ces points de vente ultra-dominants drainant l'essentiel des consommateurs sont devenus trop chers et plus difficilement accessibles à certains segments de la population. S'engouffrant dans la brèche, *Aldi* a ouvert son premier magasin en France en 1988<sup>2</sup>, suivi quelques mois plus tard par *Lidl*. La même année, on s'en souvient, Henri Mendras publiait *La Seconde Révolution française*, déjà cité, essai dans lequel il relatait l'arrimage de ce qu'il appelait la « constellation populaire » à la « constellation centrale », aboutissant, durant les *Trente Glorieuses*, à un vaste mouvement de « moyennisation » de la société. Par un effet de télescopage dont l'histoire a le secret, il est rétrospectivement cocasse d'observer que la sortie du livre décrivant ce phénomène coïncide avec la manifestation des prémices du processus inverse, l'apparition du *hard discount* étant l'un des premiers symptômes de la « démoyennisation » ou du désarrimage du bas de la classe moyenne et d'une partie des catégories populaires du mode de vie majoritaire.

□ En l'espace d'une vingtaine d'années seulement, le chiffre d'affaires de la *Française des Jeux* a littéralement explosé. Sous l'effet d'une croissance régulière, les sommes collectées par la *FDJ* sont passées de 6,5 milliards d'euros en 2000 à 17,2 milliards en 2019. L'inventivité et la créativité des équipes marketing de la *FDJ* ont leur part dans cet



impressionnant succès commercial. Mais le ressort fondamental de cette *success story* réside dans l'engouement massif d'une partie des Français pour les jeux et produits proposés, et dans l'espoir parfaitement entretenu de toucher le pactole ou, à défaut, une somme permettant d'améliorer son quotidien. C'est le cas notamment avec les jeux de grattage, dont l'un des plus célèbres, le Morpion, sera lancé en 1994.



**Évolution du chiffre d'affaires de la Française des Jeux**

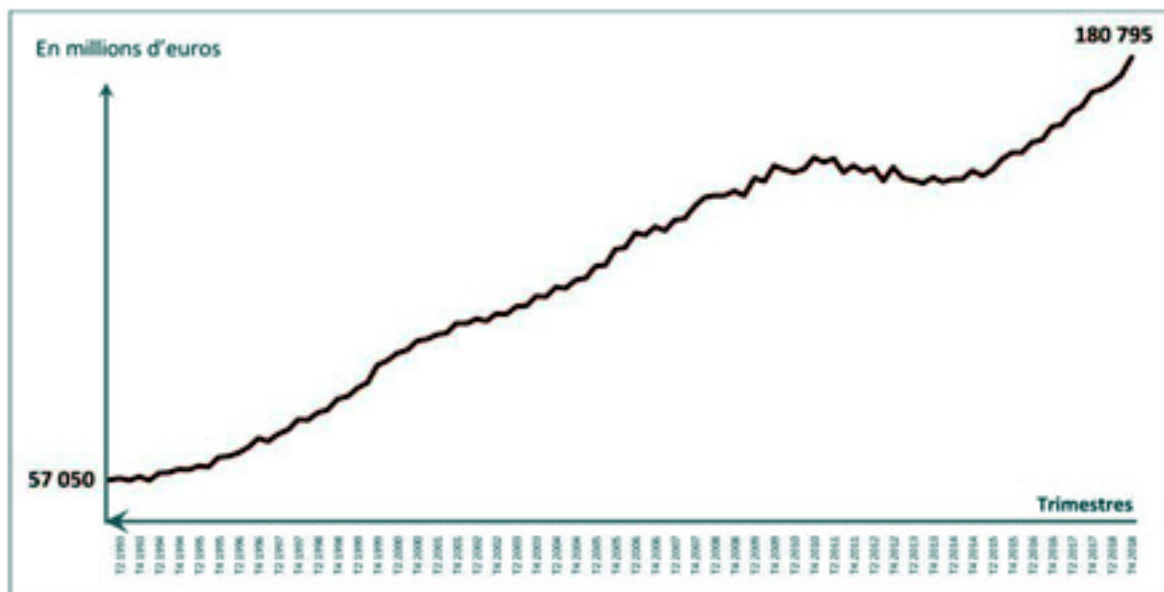
(Source : Française des Jeux.)

À côté de la traditionnelle *grille de loto*, les jeux de grattage sont massivement consommés car ils nourrissent l'espoir de gains rapides de toute une population qui n'arrive pas à joindre les deux bouts ou dont le budget est en permanence sous contrainte. Avec pas moins de 30 500 points de vente, la Française des Jeux dispose d'un formidable maillage sur le territoire national. 11 000 communes, soit près d'une commune sur trois en France, comptent au moins un point de vente. Ces jeux sont donc accessibles jusque dans les petits

villages ou les quartiers de banlieue défavorisés. L'enseigne et ses points de vente font ainsi partie intégrante du paysage de la France d'après, et la *FDJ* remplit une fonction sociale déterminante.



□ Parallèlement à la recherche des bons plans et à la chasse aux promotions, un autre levier semble de plus en plus actionné par les foyers français pour assurer le maintien de leur train de vie et suivre la cadence de la consommation. Comme le montrent les statistiques de la *Banque de France*, les encours des crédits à la consommation se sont littéralement envolés en l'espace de vingt-cinq ans.



1993-2018 : Évolution des encours de crédit à la consommation  
(Source : Banque de France.)

Le phénomène atteint aujourd'hui des proportions préoccupantes, et le recours à ces crédits s'est massivement diffusé dans de nombreuses strates de la société française – et notamment dans les milieux modestes où remplir les obligations du « *must have* » implique un recours à l'endettement. D'ailleurs, ce n'est à nouveau pas un hasard si la dénonciation des frais bancaires et des agios est revenue régulièrement dans les propos des *Gilets jaunes*.

□ Parallèlement à l'essor des pratiques d'achat-vente entre particuliers via Le Bon Coin ou lors de vide-greniers et autres braderies, le recours au statut d'auto-entrepreneur constitue, par certains aspects, un autre visage de la mise en place d'une « *économie de la débrouille* » dans notre pays.

Créé en 2009, le statut d'auto-entrepreneur a connu un succès foudroyant. Alors que l'on ne comptait que 79 000 micro-entreprises au premier trimestre 2009, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) n'en comptabilisait pas moins de 1 349 500 au deuxième trimestre 2018. Le chiffre est certes inférieur si l'on ne retient que les structures économiquement actives (c'est-à-dire celles qui déclarent un chiffre d'affaires), mais il demeure néanmoins impressionnant avec 755 700 micro-entrepreneurs ayant déclaré un revenu. Le chiffre d'affaires de ces structures n'a, en moyenne, toutefois rien de mirobolant puisqu'il s'établissait à 3 664 € au quatrième trimestre 2017, soit 1 200 € par mois. Au regard de ces chiffres, on devine qu'il s'agit d'une activité d'appoint, intuition confirmée par le fait que 70 % des micro-entrepreneurs disent exercer une autre activité ou disposer de revenus complémentaires.

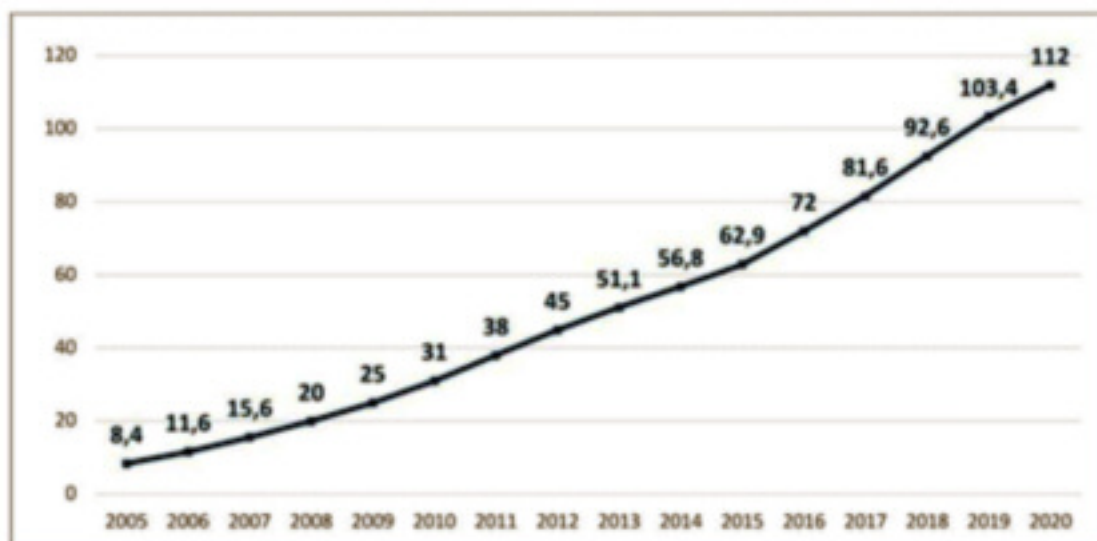
□ **Chronologie parcellaire de la « démoynisation »**

1988	Aldi ouvre son 1 <sup>er</sup> magasin en France Cofinoga crée sa filiale spécialisée dans le crédit revolving
1989	Lidl ouvre son 1 <sup>er</sup> magasin en France
1994	Arrivée de la chaîne Cash Converters en France La FDJ lance son jeu de grattage, le Morpion
1995	Création de l'enseigne Le Faillitaire
1996	Création de la chaîne de coiffure low cost Tchip
2004	La part du hard discount atteint 13 % du marché de la distribution
2005	La marque Dacia est lancée en France
2006	Lancement du site Le Bon Coin
2009	Création du statut d'auto-entrepreneur
2012	Ouverture du premier magasin Action, à Courrières (Pas-de-Calais)
2015	Vote de la loi autorisant les « cars Macron »





□ Dans une économie de plus en plus mondialisée, où les flux de marchandises sur de grandes et de petites distances ne cessent de s'accroître, où les stocks sont réduits au minimum (rentabilité oblige), quand il faut servir des références de plus en plus nombreuses dans un délai toujours plus court, les métiers de la logistique tiennent une place centrale. C'est le cas du transport routier, qui a littéralement laminé le fret ferroviaire au cours des dernières décennies, on l'a vu. Selon Jean-Claude Raspiengeas, le secteur du transport routier de marchandises ne compte pas moins de 37 000 entreprises, employant 420 000 salariés dont 385 000 routiers. Si les norias de camions (français et de plus en plus étrangers) croisés sur les routes et autoroutes trahissent la place grandissante prise par ce secteur, un autre maillon essentiel de la *supply chain* se laisse moins facilement apercevoir.



2005-2020 : Évolution du chiffre d'affaires du marché de l'e-commerce en France (en milliards d'euros) (Source : Fevad.)

□ Dans la France d'après, les salariés des entrepôts occupent, avec les autres travailleurs de la logistique, une place centrale au sein de la nouvelle constellation populaire. Mais pour répondre aux nouveaux besoins du consommateur, tout un secteur de services s'est



également structuré et développé au cours des dernières décennies. Sous l'appellation de « services à la personne », il recouvre des activités très diverses qui relèvent de la même constellation : entretien de la maison (ménage, repassage, jardinage, etc.), garde d'enfants, mais aussi accompagnement des personnes âgées ou handicapées.

Une des caractéristiques des services à la personne, qui emploient aujourd'hui 1,3 million d'actifs, réside dans le fait que les tâches sont accomplies au domicile du client. Parallèlement, d'autres emplois se sont massivement développés, toujours dans le service à la demande, mais il s'agit alors de répondre aux besoins de mobilité (chauffeurs VTC) du client ou de lui apporter, dans un délai très resserré, une commande qu'il aura passée. Tous ces métiers forment ce que l'on pourrait appeler une nouvelle classe ancillaire, certains chercheurs anglosaxons parlant d'une *Servant Class*, qui constitue, à côté des salariés de la logistique, une autre composante importante des milieux populaires contemporains.

Si le transport individuel à la demande existait de longue date avec les taxis, les VTC ont été autorisés en 2011. Dès 2014, le géant *Uber* débarquait sur le marché français. La plateforme rassemblerait aujourd'hui près de 28 000 chauffeurs, auxquels il faut ajouter 15 000 autres VTC. Les VTC représentaient, en 2018, 42% du total des véhicules de transport privé de personnes contre 58% pour les taxis traditionnels. Deux ans plus tôt, la part des VTC n'était que de 22%.

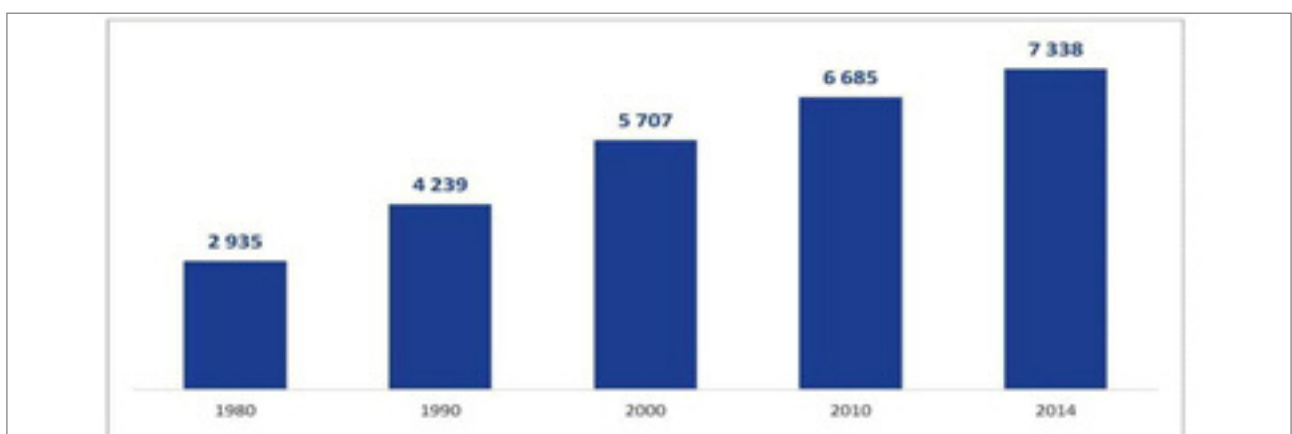
Durant cette période, le nombre de taxis ne s'est pas effondré, il a même légèrement progressé – de 57 000 à 59 000 –, mais c'est le nombre de VTC qui a connu une hausse exponentielle : 16 000 en 2016, 43 000 en 2018. Ces chiffres confirment que les VTC se sont imposés dans le paysage urbain en seulement quelques années et qu'ils répondent aux besoins d'une clientèle qui ne se contente plus de la prestation traditionnelle offerte par les taxis.





□ La profession d'aide-soignante est donc appelée à beaucoup recruter dans les prochaines années. Mais les effectifs devraient croître modérément à l'hôpital (compte tenu des contraintes financières pesant sur le budget de l'hôpital public), la dynamique provenant principalement des *Ehpad*. La part des personnes âgées de 65 ans et plus a augmenté de moitié en l'espace de trois décennies, passant de 13 % de la population en 1990 à 20 % en 2020.

Sous l'effet de ce vieillissement de la population, combiné à l'évolution des modes de vie et des structures familiales qui rendent de moins en moins fréquente la prise en charge des personnes dépendantes par les familles, le secteur des maisons de retraite s'est considérablement développé durant cette période, et le nombre d'*Ehpad* a augmenté de manière spectaculaire. Au même titre que la grande surface, la maison de retraite fait désormais partie du décorum de la moindre petite ville ou du gros bourg de la France d'après, ces deux structures étant souvent les principaux employeurs locaux.



**Évolution du nombre d'Ehpad en France**

(Source : Revue française de gériatrie.)



Le nombre d'*Ehpad* est passé de 2 935 en 1980 à 4 239 dix ans plus tard, avant d'atteindre 7 338 en 2014, soit une multiplication par 2,5 en une trentaine d'années. Mais si cette augmentation concerne tous les types d'établissements, ce sont les structures privées à but lucratif qui ont connu la plus puissante dynamique. Alors qu'elles ne représentaient que 14 % des *Ehpad* avant 1990, leur part est désormais de 38 %. Ce marché, qui a connu des phénomènes de concentration et fait l'objet d'investissements très importants, a vu émerger des acteurs très puissants. Le leader, Korian, regroupe 294 établissements en France et y emploie près de 25 000 personnes ; son rival, Orpéa, aligne 222 établissements, dont le fonctionnement est assuré par 15 000 salariés. On peut également citer Domus Vi (180 établissements et 12 000 salariés), le groupe Colisée (92 Ehpad et 6 700 salariés) ou encore Domidep (90 établissements et 4 500 employés). Il est intéressant de relever que ces groupes sont nés pour l'essentiel au cours des années 1980, période décidément charnière, et qu'ils ont connu ensuite un fort développement porté par un marché en pleine croissance.

Compte tenu de la pyramide des âges de la population française, l'augmentation mécanique et annoncée du nombre de personnes âgées dépendantes constitue une tendance de fond. Le secteur économique des *Ehpad* bénéficie donc de perspectives très porteuses. Cet essor se traduira bien sûr par une hausse substantielle du nombre d'aides-soignantes, dans la mesure où cette catégorie représente une part très importante des salariés travaillant dans les maisons de retraite. Aujourd'hui, 42 % des employés des *Ehpad* sont des aides-soignantes, les ASH constituant un autre contingent fourni (31 %), loin devant les infirmières (10 %) et le personnel administratif et d'encadrement (17 %). Ainsi, que ce soit dans les *Ehpad* ou dans la filière de l'hospitalisation à domicile, le vieillissement de la population va se traduire dans les prochaines années par la multiplication des métiers du *care*, qui constituent le prolétariat de la *silver economy*.

□ La sortie du livre de Florence Aubenas, *Le Quai de Ouistreham*, a attiré un temps la lumière médiatique et l'attention du public sur les salariées des entreprises de nettoyage et de la propreté. Cette catégorie de la population est depuis retournée à son anonymat et à son invisibilité sociale, alors même qu'elle pèse d'un poids croissant dans le paysage social contemporain. *Onet Propreté et Services*, leader du secteur de la propreté, emploie ainsi 50 000 personnes en France. Pour prendre la mesure de l'importance acquise par ces activités et ce secteur dans notre société, on rappellera que cette entreprise compte désormais davantage de salariées en France que Renault, qui n'emploie plus que 48 000 personnes dans l'Hexagone. Au total, cette filière représente près de 540 000 emplois, dont 100 000 créés depuis dix ans, illustration de la puissante dynamique que connaît ce marché.

Chaque jour, alors que leurs homologues des services à la personne s'activent chez des particuliers, ces centaines de milliers de salariés nettoient les bureaux, les commerces, les entrepôts et les usines, les bâtiments publics ou les parties communes des immeubles. Si quelques grands groupes ont émergé (*Onet, Samsic, Atalian, Elios Services*, etc.), ce secteur est fortement atomisé avec pas moins de 13 000 entreprises employant au moins un salarié. 90% des effectifs sont des agents de services, et le recrutement est très majoritairement féminin. Si le CDI est la règle, le travail est très fragmenté et parcellisé, comme l'a bien montré Florence Aubenas, avec beaucoup de temps partiels subis. Près d'un salarié sur deux de ce secteur travaille moins de 24 heures par semaine, et 46% d'entre eux ont plusieurs employeurs, pour tenter de corriger au mieux la faiblesse de leur rémunération.

□ Les différents groupes sociaux constituant la nouvelle constellation populaire correspondent assez bien à ce qu'Antonio Gramsci appelait les « *classes (ou groupes) subalternes* ». Dans la pensée complexe du théoricien italien, le concept de « *classes subalternes* » est plus riche que la traditionnelle notion marxiste de « *prolétariat* », dans la mesure où Gramsci associe une dimension culturelle et idéologique



à la classique domination économique. Si la définition des « *classes subalternes* » a varié d'un écrit à l'autre de Gramsci, cet univers renvoie à des groupes sociaux divisés, multiples et désagrégés. Leur absence d'unité et de conscience de classe (comme celle qui fut le propre du prolétariat industriel) constitue pour le penseur italien un handicap majeur sur le chemin de leur émancipation.

S'appuyant sur des exemples puisés dans l'histoire sociale italienne, Gramsci soulignait le caractère spontané et désorganisé des révoltes de ces classes subalternes qui, de ce fait, viraient systématiquement à la *jacquerie* sans lendemain et n'ouvraient jamais sur un processus révolutionnaire. Aux antipodes de la classe ouvrière organisée et « *conscientisée* » par le Parti communiste et la CGT, le prolétariat de la logistique et des services de la France d'après fait irrésistiblement penser aux paysans du Mezzogiorno du début du XX<sup>e</sup> siècle, tels qu'Antonio Gramsci les décrit : « *Les paysans méridionaux sont en perpétuelle fermentation, mais en tant que masse, ils sont incapables de donner une expression centralisée à leurs aspirations et à leurs besoins.* » Dans le contexte de la France contemporaine, la crise des *Gilets jaunes* peut se lire comme une révolte de ces nouvelles classes subalternes, les groupes sociaux que nous venons de décrire ayant occupé une position de pointe dans ce mouvement brouillon et spontané, mais néanmoins très déterminé.

□ Les métiers de la logistique forment un continuum avec ceux du transport et de la distribution. C'est donc sans surprise que des profils proches de celui du cariste, le chauffeur routier et le chauffeur-livreur, ont été tout autant représentés parmi les *Gilets jaunes*. C'est de l'habitacle de son camion qu'Éric Drouet, l'un des principaux leaders du mouvement et l'organisateur du premier blocage du 17 novembre, répondait dans ses live à ses abonnés *Facebook*. C'est aussi de son camion, alors qu'il était bloqué à un rond-point de Castres, que Kopp Johnson, chauffeur-livreur de vingt-cinq ans, a écrit en quelques minutes sa chanson « *Gilet jaune* », devenue l'hymne du mouvement. On notera au passage que le gilet jaune est porté, comme vêtement de travail, par toute une partie de ces Français qui travaillent dans les transports ou la logistique (mais aussi dans les travaux publics ou l'entretien). Comme si le *gilet jaune* avait remplacé le *bleu de travail*, symbole historique de la classe et du mouvement ouvriers.

□ Reflet fidèle de l'économie de ces territoires périphériques, cette énumération confirme bien que les Français qui se sont identifiés aux *Gilets jaunes* relevaient de la nouvelle constellation populaire, dans le public comme dans le privé. Ce sont bien les métiers d'employés et d'ouvriers qui dominant : très peu de cadres, de médecins, d'enseignants, d'agents de maîtrise ou de professions plus diplômées figurent sur cette liste. En dépit de la diversité des activités exercées, une des caractéristiques communes aux catégories populaires de la France d'après réside en effet dans leur qualification, la plupart du temps inférieure au bac ou de niveau bac.

Si le niveau de salaire constitue toujours l'un des critères majeurs autour desquels s'opère la hiérarchisation sociale, le niveau de diplôme acquis, lui aussi, une importance décisive en la matière. C'est notamment le cas pour ce qui est de la délimitation de la frontière entre la constellation populaire et la constellation centrale, univers que nous allons explorer



maintenant, non sans avoir évoqué la situation des pauvres et des exclus, catégorie rattachée faute de mieux à la constellation populaire, quand bien même ils constituent une galaxie périphérique de celle-ci, comme l'aurait sans doute dit Henri Mendras.

C'est ainsi que la catégorie des chômeurs de longue durée comporte aujourd'hui près de 3 millions de personnes, alors que le pays n'en comptait que 1 170 000 en 1997 et 382 000 en 1982... Sous l'effet notamment de la désindustrialisation mais aussi de la disparition de postes n'exigeant aucune qualification, le nombre de personnes durablement privées d'emploi a ainsi été pratiquement multiplié par huit durant la *Grande Métamorphose*.



□ Une analyse de l'Institut supérieur des métiers (ISM) indiquait que les cadres reconvertis représentaient actuellement 12 % des créateurs de sociétés artisanale. Ce phénomène est particulièrement marqué dans les métiers de bouche, qui bénéficient d'une embellie d'image et d'un engouement en faveur des activités porteuses de sens. La Confédération française de la boucherie accueille ainsi, chaque année, 1 500 cadres, ingénieurs, commerciaux ou professions libérales en reconversion. Même tendance observée du côté de la Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie, qui relève que 20 % des installations dans le secteur sont le fait de cadres en reconversion. On notera que cette élévation du niveau éducatif d'une partie des artisans et des commerçants, certes minoritaire mais dont les représentants sont dotés d'un fort pouvoir d'entraînement et de prescription sur le reste de la société, pose la question de la place qu'occupe cette petite bourgeoisie manuelle et de proximité dans le paysage socio-économique de la France contemporaine.

□ Fait notable également, la reproduction sociale semble beaucoup plus développée au sein de l'élite enseignante. 39 % des agrégés sont ainsi des enfants de profs contre seulement 22 % des certifiés et 18 % des professeurs des écoles. Pour ce qui est des certifiés et des professeurs des écoles, le métier d'enseignant offre donc toujours des possibilités d'ascension sociale pour les jeunes issus des milieux populaires ou de l'immigration. Le ticket d'entrée pour l'agrégation nécessite en revanche l'accumulation d'un capital plus important, ce qui semble favoriser les enfants d'enseignants mieux dotés et mieux préparés.

□ On recourt souvent à la notion d'« écosystème » pour qualifier le réseau d'entreprises et de professionnels qui gravitent autour de l'univers des *startups*. Mais cet écosystème est, par définition, difficilement quantifiable. Le label *French Tech* recense près de 20 000 entités au sein desquelles travailleraient 600 000 salariés. La *start-up* correspond, selon ce recensement, à une entreprise technologique en activité depuis moins de vingt ans, une estimation évidemment bien généreuse des contours de la *start-up nation*.

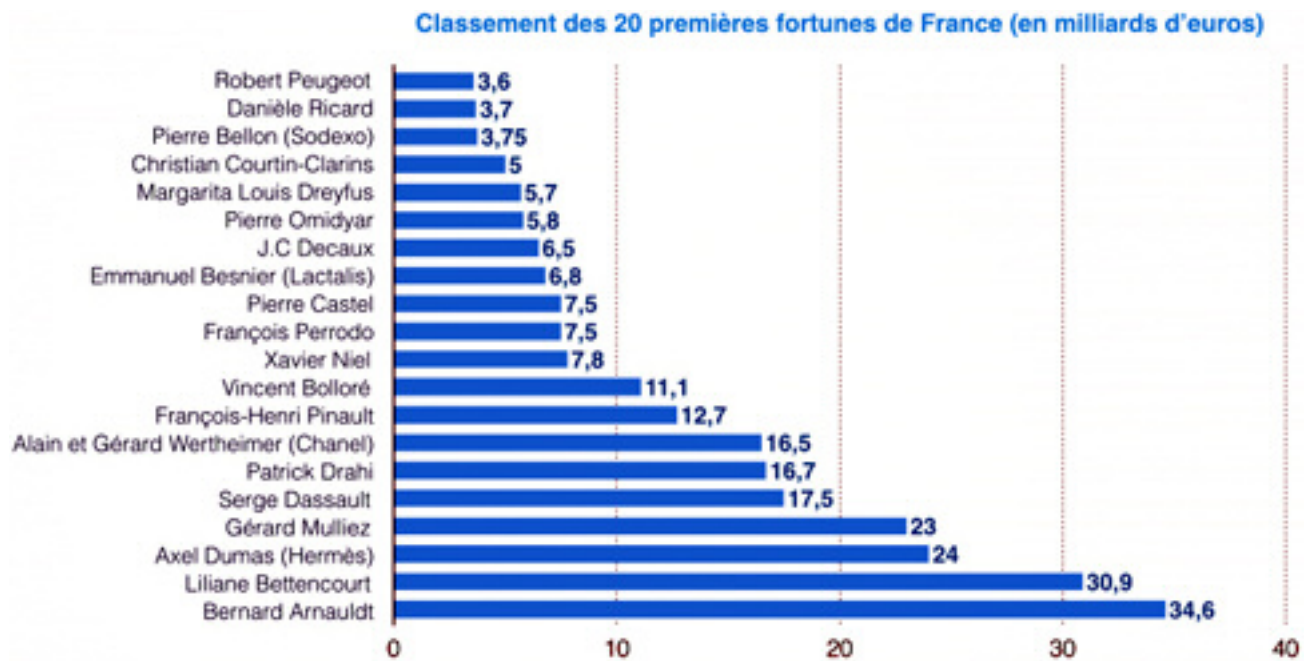
Une étude très complète réalisée en 2019 par la Dares estimait à environ 800 000 le nombre des personnes exerçant un métier du numérique en 2017, soit 3 % des actifs français. La moitié de ces professionnels travaillent dans un autre secteur d'activité tertiaire que ceux de l'informatique et des télécommunications : l'ingénieur informaticien, homme à tout faire en charge des supports informatiques de l'entreprise dans les années 1990-2000, représente encore 38 % des emplois du numérique ; mais ses effectifs sont en baisse, alors que d'autres familles de métiers très spécialisés voient à l'inverse leurs troupes s'accroître depuis une décennie, parmi lesquels ceux de programmeur et de développeur, de *chief digital officer* (responsable de la transition numérique), d'*UX designer* (métiers de l'interface utilisateur), de *data scientist* et *data analyst* (analystes de données) ou d'expert en cybersécurité. Selon la même étude, 77 % des emplois du numérique sont exercés par des hommes, mais certaines familles de métiers sont plus mixtes (la communication et l'analyse de données, par exemple). Les travailleurs du numérique sont basés pour 40 % d'entre eux en Île-de-France, une concentration plus importante que celle des cadres dans leur ensemble. Les professionnels attachés à certains métiers comme analyste de données ou consultant résident, pour les trois quarts d'entre eux, dans les grandes agglomérations.

La *start-up nation* se déploie donc essentiellement dans la France urbaine et francilienne. Une étude portant sur les *start-ups* françaises, réalisée par le Syntec Numérique, estimait en 2020 que l'Île-de-France accueillait une *start-up* sur deux, mais 63 % des effectifs travaillant en leur sein et 76 % des fonds levés. Au niveau national, 65 % de ces financements l'étaient par les seules *start-ups* installées dans l'enceinte de la capitale, traduisant l'exceptionnelle concentration territoriale de l'entrepreneuriat numérique. L'évolution du nombre de lieux de travail associés à l'écosystème numérique est révélatrice de la croissance du secteur dans les grandes métropoles.

□ L'expression « *start-up nation* », originellement utilisée par certains économistes à propos du « miracle économique » israélien, a été employée pour la première fois par le Président de la République française lors d'un discours devant des entrepreneurs réunis au *salon VivaTech* en juin 2017. Cette partie de son allocution avait été prononcée en anglais pour souligner la dimension internationale de son ambition de faire de la France une nation qui soutient les *start-ups*, mais également « *qui pense et agit comme une start-up* ».

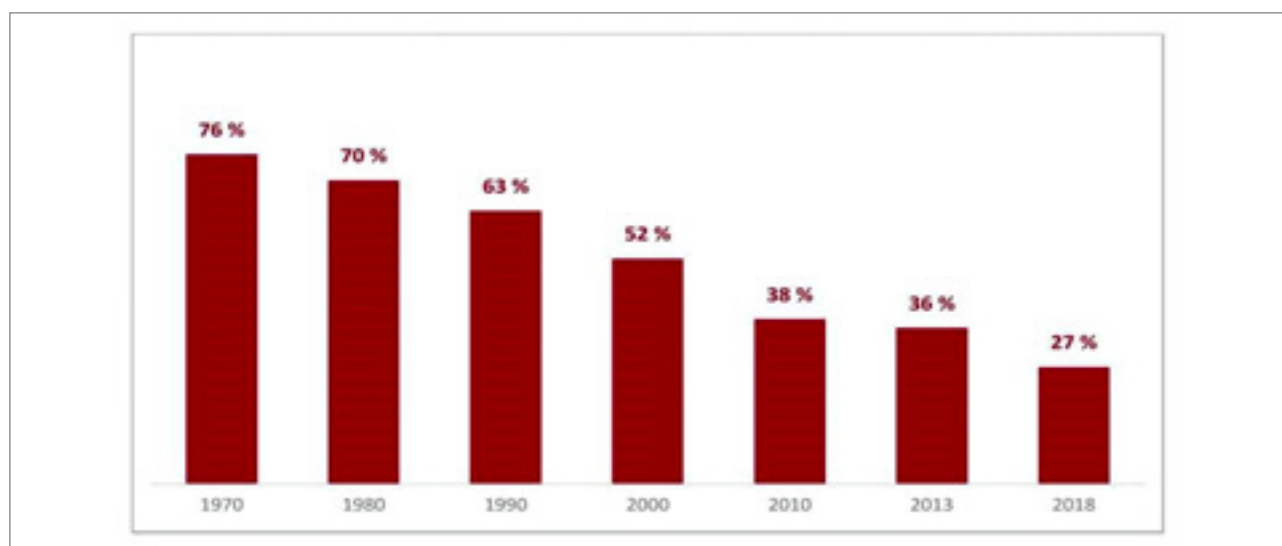


En 2016, une étude de la Conférence des grandes écoles (CGE) sur le profil des fondateurs d'entreprises qui avaient accompagné le Président de la République au prestigieux salon de l'électronique grand public, le *Consumer Electronic Show de Las Vegas*, révélait que 83% de ces 190 *start-ups* avaient été fondées par un diplômé d'une grande école, 16% par un diplômé de l'université et... 1% par des autodidactes sans diplôme. Nous avons ici un indice supplémentaire de l'homogénéité sociale de la *start-up nation* sur laquelle nous nous sommes penchés dans les pages qui précèdent.



□ Au déclin de l'industrie a répondu le renforcement des entreprises du secteur tertiaire au sein des principales fortunes françaises. Le poids des services est ainsi passé de 7 à 10% dans le top 500 établi par *Challenges*, et celui du numérique et de l'informatique de 6 à 7%. Mais la progression a été bien plus spectaculaire dans certains secteurs, actant le déplacement du centre de gravité du capitalisme français en l'espace de deux décennies seulement. Le nombre de personnes tirant leur fortune de l'immobilier et de l'hôtellerie est ainsi passé de 15 en 1998 à 57 en 2020, la part relative de ce secteur grimpant de 3 à 11% du total. Le bond a également été spectaculaire pour la catégorie des holdings financières, dont le poids est passé de 1 à 8% du total (soit de 6 à 41 des 500 premières fortunes françaises).

□ La méconnaissance de la culture chrétienne dans la population française est la conséquence d'une prise de distance déjà ancienne des populations adultes, qui ont rompu la chaîne de transmission auprès de leurs enfants. On mesure cette rupture à la chute du nombre des baptisés: en 1980, si l'assistance à la messe dominicale était déjà très faible, le baptême demeurait une pratique très répandue et s'apparentait à une convention sociale, traduisant la persistance de l'influence culturelle du catholicisme: les baptisés représentaient encore 70% des nouveau-nés.



### 1970-2018 : Part des baptisés dans les naissances

(Source : Église de France – Insee.)

Cette influence sociétale s'est délitée de manière extrêmement rapide. En 2000, seuls 52 % des nouveau-nés recevaient le baptême, ce taux chutant à 27 % en 2018.

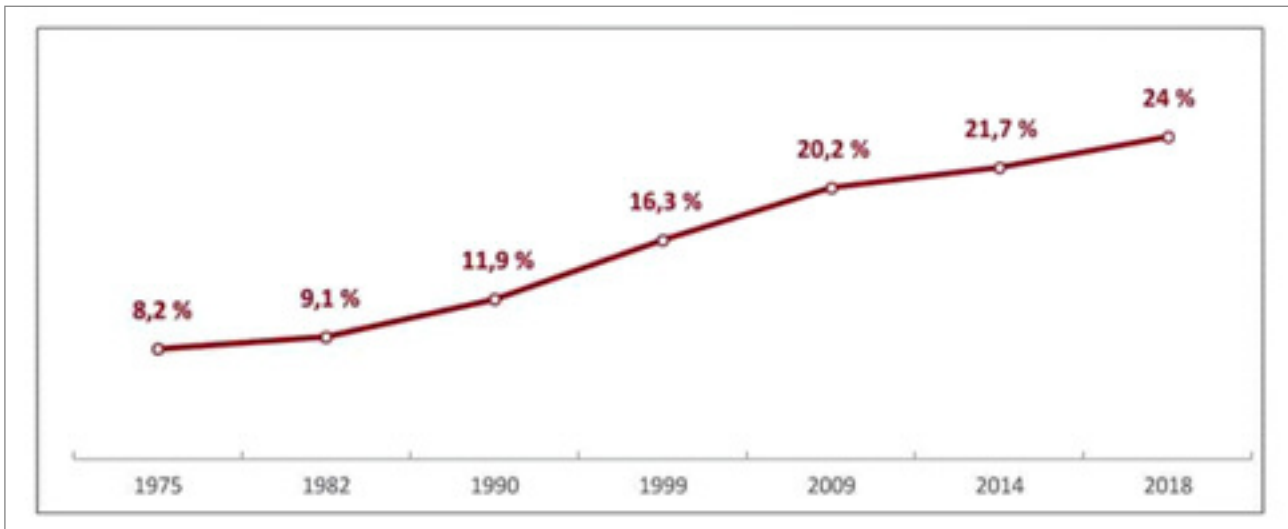
La présence d'objets religieux dans les foyers, autre marqueur du degré de prégnance de la matrice culturelle catholique, est également en fort recul. En 1988, 40 % des Français déclaraient posséder un missel ; ils ne sont plus que 18 % aujourd'hui. Seuls 17 % d'entre eux affichent un crucifix (contre 39 % trente-deux ans plus tôt), et 14 % du buis bénit contre 36 % en 1988.

Lors de la *Révolution*, les références à la religion et à la royauté dans la toponymie avaient été effacées, plusieurs centaines de communes étant alors renommées. En 1814, Louis XVIII annulera la quasi-totalité de ces changements et procédera à la restauration de la toponymie historique.

□ Si le football est pratiqué sur l'ensemble du territoire national, la géographie du rugby demeure toujours cantonnée pour l'essentiel dans le sud-ouest du pays. Jean-Pierre Augustin et Alain Garrigou, qui ont étudié l'implantation du rugby dans le Sud-Ouest au début du XX<sup>e</sup> siècle, ont mis en lumière le rôle joué par les notables et les instituteurs radicaux-socialistes dans la propagation du rugby dans la région à travers la création de clubs et d'associations sportives d'obédience républicaine et laïque visant à faire pièce aux patronages catholiques, davantage tournés vers le football.

□ Alors que jusqu'au milieu des années 1980 la proportion de ce type de famille était demeurée stable, elle a commencé à augmenter très rapidement à partir des années 1990. En 2018, 24 % des familles avec enfants sont désormais monoparentales, soit une

proportion deux fois supérieure à celle de 1990. Cette situation, qui touche majoritairement les femmes (85% des familles monoparentales sont composées de femmes vivant seule avec leur(s) enfant(s)), constitue une donnée majeure du paysage démographique et sociologique contemporain.



**La part croissante des familles monoparentales (en %)**

(Source : Insee.)

La carte des familles monoparentales a plus à voir avec la géographie historique de l'implantation du catholicisme qu'avec celle des structures familiales. Les mamans solos sont ainsi plus nombreuses dans les zones les plus précocement déchristianisées, alors que dans les territoires où la pratique religieuse s'est maintenue plus longtemps, le phénomène reste un peu plus contenu, en partie sous l'effet de l'influence du vieux substrat religieux, manifestation parmi d'autres du « catholicisme zombie » tel qu'il a été théorisé par Hervé Le Bras et Emmanuel Todd.

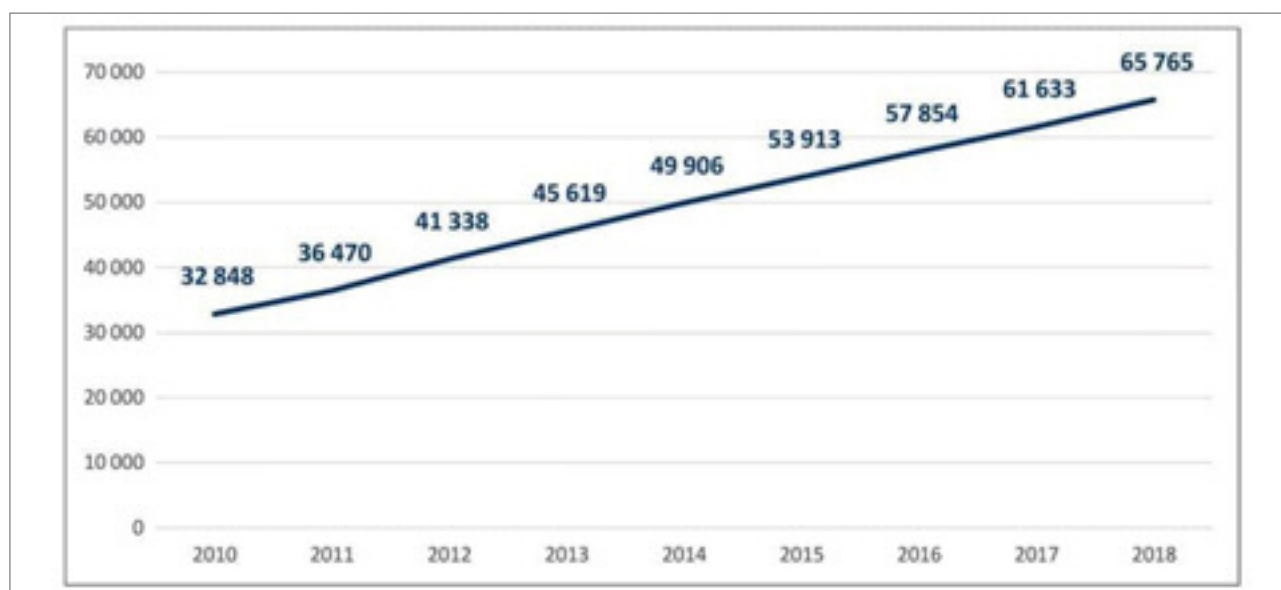


□ Autre symptôme très révélateur de l'engouement collectif pour cette discipline, c'est dans ces mêmes années que les facultés de psychologie furent littéralement prises d'assaut par des cohortes d'étudiants. Cette filière, qui n'avait reçu que tardivement une légitimation officielle (le diplôme universitaire de psychologue ne sera reconnu par l'État qu'en 1985), s'est progressivement structurée pour faire face à un flot de candidats sans cesse renouvelé.



C'est ainsi que le nombre de psychologues a littéralement explosé, passant de 27 000 en 2008 à pratiquement 66 000 dix ans plus tard !

Cet emballement de l'offre a donc accompagné un emballement de la demande. Selon différents sondages publiés par *Psychologie Magazine*, la part des Français ayant suivi une psychothérapie est passée de 5% en 2001 à 8% en 2006, puis à 28% en 2013. Au regard de ces chiffres, on peut dire que la consultation d'un « psy » fait désormais partie du mode de vie d'une large fraction de la population.



2010-2018 : Évolution du nombre de psychologues en France

La psychothérapie s’est ainsi banalisée en l’espace de deux décennies et l’on y recourt aujourd’hui dans de nombreuses situations. Selon le même sondage de 2006, la dépression arrivait certes en tête des causes de recours (citée par 29 % des personnes ayant consulté un psychothérapeute), mais les sondés évoquaient aussi : un « *sentiment de mal-être* » (23 %), des « *ennuis familiaux* » (22 %), le « *besoin de mieux se connaître* » (20 %), le « *décès d’un proche* » (18 %) ou bien des « *ennuis de santé* » (16 %). D’une certaine manière, le cabinet du « *psy* » a sans doute en partie remplacé le confessionnal du prêtre, de moins en moins fréquenté.

### Les 500 Familles qui gouvernent la France

Secteurs	1998		2020	
	Nombre d’individus	Poids du secteur dans le total	Nombre d’individus	Poids du secteur dans le total
Industrie / Énergie	164	33 %	68	14 %
Distribution	55	11 %	47	9 %
Vins et spiritueux	45	9 %	50	10 %
Services	37	7 %	49	10 %
Communication / Médias / Télécom	37	7 %	21	4 %
Agroalimentaire	35	7 %	29	6 %
Numérique / Informatique	32	6 %	35	7 %
Santé	20	4 %	30	6 %
Finances / Assurances	20	4 %	20	4 %
Immobilier / Hôtellerie	15	3 %	57	11 %
BTP	11	2 %	11	2 %
Transport / Logistique	9	2 %	15	3 %
Cosmétiques	8	2 %	13	3 %
Luxe	6	1 %	14	3 %
Holding	6	1 %	41	8 %
<b>Total</b>	<b>500</b>	<b>100 %</b>	<b>500</b>	<b>100 %</b>

**1998-2020 : Évolution de la répartition sectorielle  
des 500 premières fortunes françaises**  
(Source : Challenges – calculs des auteurs)







---

# KRACHS FINANCIERS... DE LA SILICON VALLEY BANK AU CRÉDIT SUISSE...

□ Dans le numéro 4 de mars 2022 des Cahiers de l'Observatoire Social de la Libre Pensée, notre camarade Christian Eyschen dans un texte intitulé « Où va le patronat ? » démontrait les effets d'un capitalisme financier détruisant le capitalisme de production.

Flashback: « Aujourd'hui, le Capitalisme qui prend le pas est celui de la spéculation, de la finance, de la bourse; bref ce que l'on appelle la « bulle financière ». Dans ce cadre-là, il semble évident que les "besoins" du patronat en matière d'enseignement changent profondément. À terme, il n'y aura plus besoin d'une masse de main d'œuvre qualifiée, une minorité très qualifiée dans certains domaines suffit. Le chômage n'est plus un simple moyen de pression sur la classe ouvrière pour la contraindre, mais devient consubstantiel au capitalisme financier. Les profits se font ailleurs que dans la production. »

□ De nos jours... Jeudi 9 mars 2023 la Silicon Valley Bank (SVB) dont le siège est à Santa-Clara en Californie, est déclarée en faillite. Deux jours plus tard Signature Bank, dont le siège est à New-York est fermée à son tour par le FDIC (Fédéral Deposit Insurance Corporation) qui est l'autorité de régulation Américaine. Il s'agit des deuxième et troisième plus grosses faillites de l'histoire bancaire des États-Unis, après celle de Lehman Brothers en 2008 lors de la crise dite des *subprimes*.

□ Un vent de panique se met à souffler dans tous les milieux financiers. Redoutant une possible contagion, tous les *traders* de Wall Street liquident leurs positions bancaires: en quelques heures, les actions de certaines banques chutent de 30, 40, voire parfois de plus de 50%. Quelque 60 milliards de dollars de capitalisations boursières se volatilisent en une journée.

□ La Silicon Valley Bank est pourtant une quasi-inconnue pour le grand public: sa clientèle est essentiellement orientée vers le monde de la technologie et du numérique, les *startups*, les fonds d'investissement qui les financent et les accompagnent. Début mars, le magazine *Forbes* lui décernait même le titre de « meilleure banque américaine »

□ Que c'est-il donc passé? Dans les premiers jours de mars le PDG de SVB annonce qu'à la suite d'un besoin de liquidités, provoqué par des retraits plus importants que prévu de ses clients, la banque avait dû vendre une partie de son portefeuille mis en réserve. À cette date, ces titres essentiellement des bons du Trésor et des obligations américaines achetés



à un moment où les taux étaient proches de zéro, ont perdu une partie de leur valeur à la suite de la hausse des taux voulue par la Banque centrale américaine. Cela se traduisait par une perte de 1,8 milliard de dollars pour la SVB.

❑ L'annonce publique de ces difficultés a déclenché le naufrage: le cours de l'action a perdu plus de 66%. En quelques heures, la Silicon Valley Bank a fait face à des demandes de retraits s'élevant à 42 milliards de dollars! Ne pouvant y faire face la banque s'est instantanément écroulée et selon le *Wall Street Journal*, 186 banques sont exposées aux mêmes risques que SVB.

❑ D'après le *Financial Post*, les petites banques américaines ont dû emprunter jusqu'à 164 milliards à la banque centrale ces dernières semaines, soit 50% de plus que les emprunts réalisés pendant la crise de 2008. En l'espace de quelques jours la Banque centrale Américaine a ainsi injecté 300 milliards de dollars pour renflouer les banques et ce montant pourrait aller jusqu'à 2000 milliards.

❑ Mais qu'était donc la Silicon Valley Bank? Cette banque était au cœur des mécanismes qui acceptaient de prêter sans discussion à ses clients. En contrepartie de ces prêts, les sociétés ouvraient des comptes à la banque et y déposaient leur argent. La banque a ainsi poussé comme un champignon, au point de se hisser au 16<sup>ème</sup> rang des établissements bancaires américains par sa taille (207 milliards de dollars d'actifs).

- ❑ La décision prise l'an dernier par la Banque centrale Américaine, suivie par la Banque centrale Européenne, de resserrer les conditions du crédit pour réduire l'inflation a fragilisé les banques, après une décennie d'argent facile. Cela a amené les investisseurs à changer radicalement de point de vue. Terminé la croissance à tout prix, place à la rentabilité immédiate.
- ❑ Le secteur de la *high-tech*, qui a toujours eu du mal à dégager des profits, s'est retrouvé pris à contre-pied: les financiers ne le suivaient plus, ou en tout cas beaucoup moins. La *bulle high-tech* a commencé à se dégonfler.
- ❑ Très endettés et ne trouvant plus les financements faciles auxquels ils étaient habitués, les clients ont commencé à retirer l'argent de leurs dépôts et à tirer sur leur ligne de trésorerie pour poursuivre leur activité et payer des échéances de crédit de plus en plus élevées. Les retraits ont commencé à s'accélérer dès la mi-2022 et la banque à son tour s'est retrouvée en difficulté.
- ❑ Depuis la faillite de la Silicon Valley Bank, les autorités et les analystes multiplient les messages rassurants : la faillite de la banque ne serait qu'un accident isolé. Il n'y aurait pas de risque de contagion dans le système bancaire et financier. *Dormez en paix braves gens.*
- ❑ Pourtant de sérieuses difficultés dans le secteur bancaire s'annoncent. Depuis le 10 mars, la chasse au maillon faible a été engagée, des noms, particulièrement de banques régionales, circulent: elles se retrouvent immédiatement sanctionnées par des chutes de cours spectaculaires.
- ❑ Les autorités de régulation veulent éviter que la panique ne s'étende à d'autres établissements. Le problème mis en lumière par la faillite de la Silicon Valley Bank se retrouve dans nombre d'autres bilans bancaires : beaucoup d'établissements ont en réserve, au titre de garantie des dépôts et de leur solidité, des portefeuilles obligataires qui ne cessent de se déprécier au fur et à mesure que la Réserve fédérale augmente ses taux.





❑ Les régulateurs ne pouvaient ignorer un instant cette situation. Pourtant, pendant des mois ils ont fermé les yeux sur le sujet, se contentant d'avaliser les chiffres présentés par les banques : tant que les pertes n'étaient pas constatées, elles pouvaient s'en tenir à la valeur faciale.

❑ Par complaisance, ils ont même relâché leur surveillance sur les petits établissements, dont la Silicon Valley Bank, les règles instaurées pendant la crise financière de 2008 leur semblant bien trop rigides et trop contraignantes. Alors que les grands groupes bancaires américains ont réalisé des milliards de profits grâce à leurs activités de marché, ils n'ont même pas exigé que ces derniers consolident leurs réserves.

❑ Le Crédit Suisse, dont le PDG assurait la solidité un jour seulement avant son renflouement, a lui aussi fait défaut. Il n'aura fallu que 48 heures pour que cette énorme banque systémique<sup>1</sup> vieille de 167 ans disparaisse.

❑ Sous la pression des marchés et du gouvernement Helvétique, la banque UBS a été contrainte de racheter le Crédit Suisse pour... un quart de sa valeur. Le Crédit Suisse qui depuis 2009 accumulait les scandales financiers : blanchiment de l'argent de la drogue en Bulgarie, corruption au Mozambique, espionnage d'employés... a dû payer des amendes de plusieurs milliards de dollars ces dernières années.



---

<sup>1</sup> Banque systémique : institution financière dont la taille, la valorisation ou le montant des actifs sous gestion sont si élevés et variés que sa faillite potentielle aurait un effet très négatif sur le système financier international



- ❑ Les clients ont commencé à retirer leur argent et l'an dernier ce sont plus de 120 milliards de Francs Suisses de retraits qui ont été enregistrés, et les principaux actionnaires se sont désengagés. Cette situation récurrente depuis des années a-t-elle alertée les autorités Suisse de surveillance (Finma)? *Que nenni*. 17 000 salariés du Crédit Suisse attendent maintenant leur lettre de licenciement.
  
- ❑ Plus choquant encore; pour imposer la fusion entre UBS et le Crédit Suisse et donc faire appel aux fonds publics, le gouvernement fédéral n'a consulté ni les actionnaires des deux banques ni les parlementaires du pays. Nouvelle preuve s'il en était besoin que l'argent public sert, en Suisse comme aux USA et en Europe à renflouer les apprentis sorciers de la Finance et de la Spéculation.
  
- ❑ Pour eux tout est bénéfique: ils privatisent les gains et nationalisent les pertes. Les gouvernements, les États, non seulement n'ont rien retenu de la crise des *subprimes*, mais bien pire encore, ils se sont rendus complices de telles pratiques en fournissant une couverture légale aux plus grands spéculateurs de la planète. La spéculation ronge les démocraties, du moins ce qu'il en reste, et les transforment inexorablement en ploutocraties<sup>2</sup>.
  
- ❑ Les faits sont là et ils sont têtus, le Capital financier poursuit sa méga-concentration, à titre d'exemple le nombre de banques a baissé de 85 % aux États-Unis depuis 1920. Mais cette hyper-concentration multiplie les risques de contagion dès qu'un maillon faible lâche, la SVB avait par exemple de multiples liens avec d'autres entités dans le monde entier. Ces ramifications vont loin et provoque une onde de choc qui impacte en négatif la rentabilité de nombre de capitaux à travers le monde. À ce titre, le 13 mars les six plus grandes banques Espagnoles ont perdu 12 milliards d'euros en bourse.
  
- ❑ De nombreux analystes estiment que la crise actuelle profitera comme toujours, aux grandes banques systémiques qui ont bien compris que les banques centrales étaient prêtes à les renflouer jusqu'à plus soif.
  
- ❑ Une frange du capital fait déjà de bonne affaire sur le dos des perdants: HSBC vient de racheter la filiale de la SVB du Royaume-Uni pour... une Livre Sterling! Selon le journal *Les Échos* du 16 mars, en France, « *les entreprises ont alimenté l'inflation en reconstituant leurs marges (...) au quatrième trimestre 2022, la hausse des marges a contribué à hauteur de 61 % à la hausse des prix de production.* »

<sup>2</sup> Ploutocratie : système dans lequel le pouvoir politique est dévolu aux détenteurs de la richesse.

❑ Aux États-Unis, la banque Natixis estime que « si les entreprises américaines n'avaient pas profité de l'environnement inflationniste pour monter leur taux de marge, l'inflation serait restée assez basse ». Ces marges servent à augmenter les profits, les dividendes versés aux actionnaires et les programmes de rachat d'action. D'ailleurs il n'est pas inutile de voir comment se sont comportés les dirigeants de la SVB par exemple. Greg Becker PDG, a vendu fort opportunément et alors qu'il était sous le coup d'une enquête fédérale depuis un an, une partie de ses actions pour 30 millions de dollars quelques semaines avant la faillite, heureux hasard ?

❑ Dans les deux ans qui ont précédé cette bérézina les principaux responsables de la banque se sont aussi grassement servis à hauteur de 84 millions de dollars. Joseph Gentile était le directeur administratif de SVB, mais il s'était distingué quelques années auparavant en tant que directeur financier de... Lehman Brothers !



❑ Cerise sur le gâteau, la faillite de la SVB et de Signature Bank interviennent quelques jours après que leurs rapports annuels aient été certifiés par KPMG, l'un des plus grands cabinets comptables, c'est ballot.

❑ Autre exemple parlant, la First Republic Bank dont le siège est à San-Francisco aurait quant à elle et d'après le *Wall Street Journal*, perdu près de 70 milliards de dollars de dépôts. Mais juste avant la catastrophe ses dirigeants n'ont pas oublié d'empocher 12 millions de dollars !

- ❑ Cette crise qui fait suite à de nombreuses autres, plonge ses racines très loin dans le début des années 1970. Elle marque un nouveau tournant dans les convulsions mortifères d'un capitalisme qui cherche désespérément à augmenter un taux de rentabilité qui ne fait que décroître.
  
- ❑ Ne trouvant plus assez de rentabilité dans des activités de productions réalisant des plus-values, au fil des ans et des crises, des masses de plus en plus gigantesques de capitaux sont réorientés et injectés dans des activités spéculatives qui créent des bulles qui... éclatent.
  
- ❑ Les conséquences de ces choix ne se font pas attendre et désindustrialisation et pertes d'emplois massifs sont au rendez-vous : le géant de la chimie BASF a annoncé la fermeture de plusieurs lignes de production dans sa méga-usine de Ludwigshafen fin février et la suppression de 2 600 emplois, dont 90 % en Europe.
  
- ❑ Alors que les prix de l'électricité sont en fort recul par rapport aux sommets observés l'an dernier, la fonderie Speira GmbH vient d'annoncer qu'elle fermera son usine de Rheinwerk en 2023 en raison de difficultés persistantes sur le marché de l'énergie.
  
- ❑ La production d'aluminium en Europe a diminué de plus de moitié depuis le début de la crise énergétique. De nombreuses usines ont ralenti leur production, mais d'autres, comme l'usine de Slovalco de Norsk Hydro ASA en Slovaquie et l'usine de San Ciprian d'Alcoa Corp. en Espagne ont complètement arrêté la production. En 2022, les exportations de voitures allemandes étaient en recul de plus de 40 % par rapport à 2018.
  
- ❑ Ces quelques exemples devraient donner à réfléchir aux bonnes âmes ou aux hypocrites, ❑ ce sont souvent les mêmes, qui prônent un bon capitalisme productif versus d'un mauvais capitalisme spéculatif. Ils semblent ignorer au faire semblant d'ignorer que le capitalisme a une logique, basique certes, mais intransigeante, et qui n'est autre que l'accumulation du Capital. Le Capital dit financier intègre sans exception aucune toutes les activités possibles des entreprises, quelle soient productives, spéculatives ou commerciales.
  
- ❑ En un mot le capitalisme est absolu ou il n'est pas.

*Jean-Vincent Boudou*





---

# CONTRIBUTION D'HABITANTS DU QUARTIERS DES GRAVIERS

Pour un Comité Citoyen d'action, de réflexion, de solidarité  
Pour la paix, la liberté, l'égalité des droits, la justice  
la solidarité, la fraternité

**Retraités, Actifs, Salariés du privé, Employés du public. Jeunes,  
TOUS ENSEMBLE**

Empêchons Macron de casser notre système de retraite

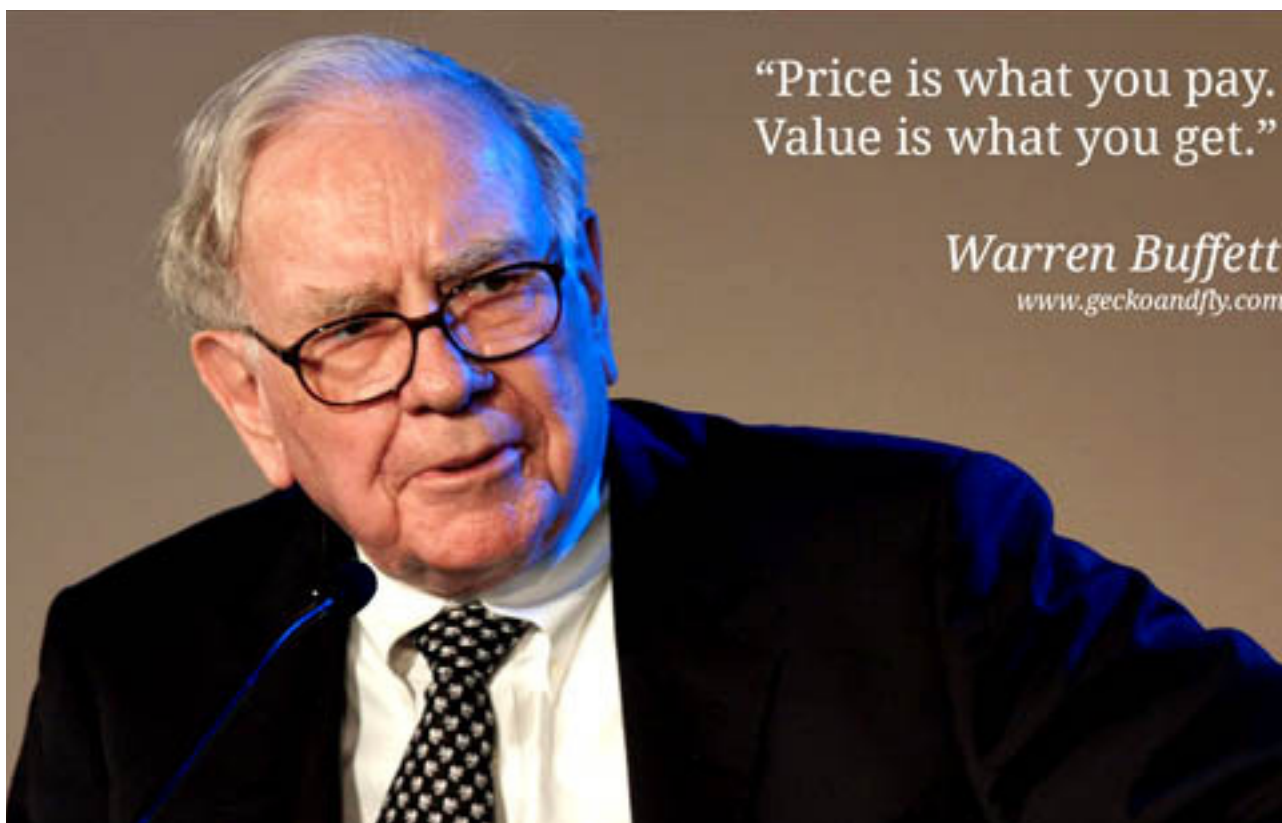
1. Nos retraites font partie de la Sécurité sociale, regroupées au sein de sa branche vieillesse appelée CNAV (Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse). Revendication ouvrière et syndicale depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, la Sécurité sociale, à la libération, par l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 en application du programme du CNR (Conseil National de la Résistance). Les circonstances à la libération sont exceptionnelles: chute du nazisme, effondrement du régime de Vichy, levée en masse des peuples pour la reconquête ou la conquête de leur droit à disposer d'eux-mêmes. Ainsi ont été jetées les bases du modèle social français.

2. Le mouvement syndical a accepté à la sortie de la guerre, en 1945, qu'une partie du salaire, appelée salaire différé et correspondant au montant des cotisations du salarié, soit directement versée par les employeurs aux caisses de sécurité sociale. Ainsi chaque salarié perçoit pour les périodes travaillées un salaire dit salaire net et en cas de maladie, accident du travail, maternité ou vieillesse, le salarié(e) percevra un revenu de substitution versé par la sécurité sociale. Ce revenu de substitution est un dû en application d'un droit acquis. Le financement de ce droit n'est assuré ni par la spéculation ni par la spoliation d'autrui mais par une cotisation proportionnelle au salaire, garantissant une solidarité réelle et efficace : A chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins!

3. Mais cet acquis historique, la Sécurité sociale, est devenu la cible n° 1 de l'offensive de la réaction capitaliste, ayant pour but d'augmenter les profits en réduisant les coûts et démantelant morceau par morceau tout l'édifice social et économique issu de 1945. Ainsi Denis Kessler, alors membre de la direction du Medef, déclare en 2003 « *Ne cherchez plus le lien entre toutes les mesures prises ces dernières années, il s'agit de défaire tout ce qui a été mis en place à la libération, il s'agit de sortir définitivement de l'héritage du CNR* ».

4. Initiée en 1971 par les États Unis, première puissance mondiale, cette politique a été élaborée par Wall Street et les banques siégeant à New York. Mélange de mesures de

protectionnisme de leur marché intérieur, de dérèglementation sociale et de dérégulation financière, elle favorise le renforcement des grandes sociétés nord-américaines par la baisse du coût du travail et leur domination du marché mondial par le développement de sociétés supranationales donnant la priorité absolue à leurs actionnaires.



5. En 2006, un de ces super riches, M. Warren Buffet, PDG du fonds d'investissement éponyme déclare : « *Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui la mène et nous sommes en train de la gagner* ». Relayée par l'Union européenne, cette guerre a déjà fait beaucoup de dégâts dans notre pays comme dans le monde entier, conséquence de cette gigantesque restructuration mondiale mettant chaque pays, chaque entreprise, chaque actif, de l'ouvrier à l'ingénieur en concurrence avec son collègue de bureau ou d'atelier, son voisin, son homologue de Chine, Inde, Slovaquie, Pologne ou d'ailleurs. Pour les ultras riches toute l'économie, doivent être en permanence restructurées, « réformées » afin de satisfaire leurs exigences de gains financiers immédiats et l'accumulation sans limite de fortunes colossales. Délocaliser dans les pays à bas coût, bloquer les salaires, provoquer des hausses des prix, échapper aux impôts dus grâce aux « paradis fiscaux », bénéficier d'exonérations sociales en hausse, ne leur suffit pas. Ils exigent que la réduction des coûts soit l'objectif prioritaire du pouvoir actuel, aux dépens et sacrifiant les besoins humains fondamentaux.

Quelques chiffres concernant nos retraites

Pour la seule année 2020 :

- Les pensions de retraite versées représentent 332 milliards Soit 40,8% des prestations de la protection sociale (DARES)
- Les 23 organismes de retraite ont un total de réserves fin 2020 de 164,3 Md€ net comptable (cour des comptes). Pour 2022, l'excédent est de 3,2 Md€ (COR)
- La masse financière totale des retraites distribuées + les réserves = 496,3 milliards!
- En résumé, nos régimes de retraite par répartition représentent, aujourd'hui, près de 500 Milliards dont plus de 163 Milliards immédiatement disponibles.

Alors, pourquoi Macron affirme-t-il urgent et impératif d'adopter son projet ?

Le bilan de Macron permet de répondre à ces questions. Pour reprendre l'expression de ce milliardaire américain, M. Warren Buffet, dans la guerre de classe en cours, quelle classe bénéficie du soutien et de la protection de l'équipe Macron au pouvoir ?

Début janvier 2023, près de 2000 dispositifs d'aides publiques aux entreprises sont en vigueur pour un coût total de 157 Md€, chiffre en augmentation tous les ans. En % du PIB, 6,4% contre 2,4% en 1979.

<u>Taux de prélèvements obligatoires en % du PIB sur :</u>				
- le revenu des ménages	25,5	25	28	28,5
Année	1995	2010	2015	2021
- les entreprises	16,5	16	16,5	16

PIB France 2021 : 2500,870 Milliards d'euros, un point de PIB est donc égal à 25 Milliards. Les ménages supportent donc 3.5 points de plus en 2021 par rapport à 2010 soit 82.5 milliards d'euros. Pendant ce temps, le montant pour les entreprises baisse de 0.5 point soit 12,5 milliards d'euros.

La restructuration en cours du marché mondial appelée mondialisation, et engagée depuis le tournant de la rigueur de 1982/83, tous les gouvernements successifs se sont fait les applicateurs zélés des politiques dites « libérales » toutes porteuses des exigences de la finance privée. Le socle de ces politiques est défini sans ambiguïté par leur première exigence de liberté totale de circulation des capitaux et du choix de leurs investissements. Dans le domaine économique, ils revendiquent la primauté de leurs décisions sur tout autre

considérant Détenteurs des capitaux, ils estiment que tout doit relever de l'initiative privée, l'État de chaque nation devant libérer les forces du marché en supprimant les contrôles frontaliers et douaniers et tous les obstacles ou freins à leur fonction : Réaliser du profit. Ce profit, étant réalisé dans le cadre juridique de la propriété privée, appartient aux propriétaires des moyens de production.

- Le total des profits des 40 entreprises du CAC 40 a atteint le chiffre record de 157 Milliards d'€ en 2021 et 72,8 Milliards au 1<sup>er</sup> semestre 2022. Ils veulent s'approprier ce qui ne leur appartient pas!



Les sommets de la finance mondiale parsèment les cabinets ministériels de leurs propres conseillers, intensifient le lobbying sur l'UE, alimentent une campagne médiatique opposant les catégories entre elles, appelant privilèges nos acquis; très directement, une poigne de possédants organise un raid pour tenter d'accaparer les fonds alimentés par les cotisations sociales. Mais elles sont la propriété des assurés sociaux que sont tous les travailleurs!

Elles ne sont pas la propriété d'un quelconque richissime raider résidant aux îles Bahamas, possédant un pied à terre en Floride, une suite à Davos afin de ne pas rater le sommet mondial du même nom qu'il quittera pour rejoindre en jet son immense yacht blanc immobile en baie de Nice et savourer son cocktail préféré à base de mescal mexicain agrémenté des célèbres crevettes grillées du Venezuela. L'équipage, prévenu de son arrivée, est au complet. Fruit de leurs efforts, le pont supérieur est rutilant, pilote et copilote sont déjà en poste, tout de blanc vêtu par l'uniforme de marin certifié. Quelques minutes auparavant, le cuisinier a devant lui, achevé la présentation de la tranche d'espadon, cuit à





l'étouffé dans une feuille de vigne cueillie, il y a moins d'une heure, dans un petit vignoble caillouteux et escarpé, visible du pont par bâbord. Le mets à déguster est agrémenté d'algues marines fraîches, légèrement parsemées de paillettes de spiruline.

Cet ultra riche «romancé» représente un cas extrême dans l'ensemble des différentes conditions de vie et de travail recensées dans notre pays.

- La révolte des *Gilets Jaunes* a révélé la chute, ces dernières années, du pouvoir d'achat de la population. La crise sanitaire a révélé le véritable degré du démantèlement de l'hôpital public et son bilan de fermeture de lits et d'hôpitaux de proximité. Le droit à l'accès aux soins a volé en éclats et l'hôpital public, tant renommé à l'échelle internationale, est à reconstruire.
- Depuis le mois de juin 2022, l'inflation se développe et nos concitoyens se retrouvent face au mur de l'augmentation des prix, estimée à 4,5% en septembre 2022, jusqu'à 15% pour certains produits.
- La liste des difficultés pour le plus grand nombre s'allonge et s'aggrave. Pendant ce temps, le président Macron confirme que son objectif N° 1 est la réforme des retraites, et sans délai. Pour ce faire, le recours à l'article 49.3 (déjà maintes fois utilisé) est envisagé auquel il ajoute celui de l'article 43.1. M Macron annonce donc qu'il va imposer, par un passage en force, le démantèlement de notre système de retraite par répartition. Mais

selon le conseil d'orientation des retraites (COR) et les directions des caisses de retraite, il n'y a ni déficit ni faillite de celles-ci. Il n'y a donc ni urgence ni nécessité à « réformer ».

Se saisissant de l'appel à manifester lancé par l'intersyndicale  
de toutes les organisations syndicales de salariés et de la jeunesse scolarisée  
**C'est tout un peuple qui se soulève !**

De toutes les entreprises, de toutes les activités, de toutes les villes, de toutes les catégories sociales monte un rejet sans appel : Non aux 64 ans ! et Non c'est Non !



Nombre d'entre nous ne peuvent même pas imaginer un report de l'âge de la retraite alors qu'ils sont déjà – à 60 ans et même avant – « rincés », épuisés et dans un état de santé détérioré. La raison en est simple, aujourd'hui les conditions de travail sont insupportables.

Depuis des années la productivité augmente, les dividendes versés aux actionnaires battent chaque année des records, tandis que les protections et les garanties collectives des travailleurs sont démantelées une par une.

Le 19 janvier dernier, « une marée humaine » à Paris, place de la République, à Marseille au vieux port, dans toutes les villes, grandes et moyennes, par dizaines de milliers les manifestants se sont rassemblés pour faire entendre leur opposition résolue au projet gouvernemental. Depuis des mois, la seule inconnue est « combien serons-nous dans la rue ? » dès l'annonce du projet. La réponse est sans ambiguïté, au point de parler d'une manifestation « historique ». Pour certaines petites villes, des rassemblements ont eu lieu pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis la Libération en 1945. Le soir-même, le président Macron annonce

qu'il maintient son projet malgré le rejet déterminé de l'immense majorité du pays; M. Macron, pour oser maintenir son projet, a prétendu qu'il est le seul à avoir la légitimité de décider. Le 31 janvier, tout le pays répond: encore plus de manifestants, encore plus de villes mobilisées!

La nécessité c'est donner la priorité à la reconstruction de l'Hôpital public, la remise à niveau de l'école et de l'enseignement publics, gratuit, le rétablissement des acquis collectifs et des libertés dans l'égalité des droits, l'interdiction des rachats d'entreprises et de toute propriété du patrimoine par la finance privée, fondation d'une nouvelle institution financière publique ayant le monopole de l'émission monétaire, du crédit, du contrôle des prix et des investissements, L'urgence ce sont les mesures immédiates garantissant à chacune et chacun la satisfaction des besoins élémentaires et fondamentaux: Se loger, se vêtir, se nourrir, se soigner, s'instruire.

La nécessité, est de répondre tous ensemble à la question: Qui doit diriger le pays?

– Les spéculateurs gestionnaires des fonds financiers de milliers de milliards

ou


– Le peuple rassemblé dans chaque localité en Assemblées citoyennes démocratiques souveraines établissant elles-mêmes leurs prérogatives et plateforme des besoins urgents tout en s'engageant dans l'élaboration d'un projet de nouvelle constitution pour notre pays.

Le 11 février 2023

**Pour l'heure, l'immédiat est le retrait du projet Macron sur les retraites!**







**LES CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE  
social sont sous la responsabilité  
de la Fédération nationale de la Libre Pensée**

**Les propos tenus le sont sous la seule  
responsabilité de leurs auteurs**

**Directeur de la publication : *Jean-Sébastien Pierre***

**Rédacteur en chef : *Christian Eyschen***

**Maquette : *Philippe Floris***